

Politique énergétique: le peuple est divisé

Autor(en): **Schläppi, Bruno**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **34 (1988)**

Heft 6

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-848273>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Le peuple est divisé

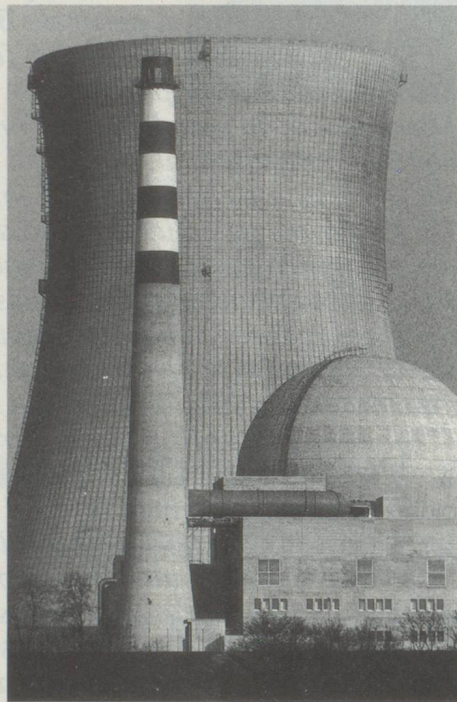
La politique énergétique en Suisse est controversée. Les autorités et dirigeants de notre pays ne sont d'accord que sur un seul point: il faut économiser l'énergie. Quant à savoir s'il faut ou non abandonner l'énergie nucléaire, on en fait une véritable guerre de religion, ce qui réduit les chances d'aboutir à un consensus national, pourtant nécessaire.

Lors de la Conférence mondiale sur l'énergie, qui a eu lieu en 1985 à Cannes, on a relevé que les pays fortement industrialisés devraient, afin d'assurer leur propre base d'existence et une protection de l'environnement efficace, réduire de façon drastique leur consommation d'agents énergétiques, notamment de charbon, de pétrole et de gaz naturel. Ces conclusions figuraient, il y a dix ans déjà, dans le rapport sur la conception globale de l'énergie (CGE): il était prévu de réduire fortement la part du pétrole dans la consommation d'énergie – à cette époque, on voulait la remplacer par l'énergie nucléaire – et surtout de faire des économies d'énergie. Mais le peuple suisse n'est jamais allé au delà de cet accord de principe.

Kaiseraugst enterré

La controverse concernant le bon choix de la politique énergétique a dégénéré en une guerre de tranchées entre partisans et adversaires de l'énergie nucléaire et a porté presque exclusivement sur la centrale nucléaire de Kaiseraugst, fortement combattue dans la région de Bâle. Aujourd'hui, cependant, plus personne ne croit que ce réacteur nucléaire pourra être construit contre la volonté de la population. Même dans les milieux de l'économie électrique, on n'est plus disposé à investir encore davantage d'argent dans un projet énergétique qui n'a plus aucune chance d'être réalisé. Une motion déposée au Parlement permettra-t-elle de sortir de l'impasse? En fait, elle pourrait permettre aux promoteurs de la centrale et à la Confédération de se mettre d'accord sur l'abandon du projet et sur des négociations relatives à une indemnisation.

En renonçant à Kaiseraugst, parviendrait-on à débloquer la situation et à ouvrir la voie à un consensus national? Les avis sont partagés; et surtout, les scénarios énergétiques élaborés par un groupe d'experts, mandaté par le Conseil fédéral, se sont heurtés, avant même d'être publiés en entier, aux protestations énergiques de l'économie élec-



Abandon de l'énergie nucléaire? (Photo: centrale nucléaire de Leibstadt, AG)

trique, qui a reproché aux scénarios d'avoir manqué de rigueur scientifique. Les autorités fédérales ont à juste titre rejeté ces accusations. De l'avis de la plupart des experts qui ont participé aux travaux et des experts en sciences politiques et sociales qui n'y ont pas participé, ces scénarios fournissent des bases de décision suffisantes pour permettre de choisir une politique énergétique axée sur l'avenir, compte tenu de la situation énergétique globale.

Le projet de centrale nucléaire de Kaiseraugst étant tué dans l'œuf politiquement et la majorité des personnalités politiques des milieux bourgeois estimant que toute tentative de construire une nouvelle centrale nucléaire serait vouée à un échec politique (p.ex. le conseiller fédéral zurichois Christoph Blocher, UDC), on peut considérer que le scénario dit de référence est déjà

éliminé. Il tablait sur une augmentation de la consommation d'énergie de 24 pour cent entre 1985 et l'an 2025 et admettait que d'ici à l'an 2005, les centrales de Kaiseraugst et de Graben seraient raccordées au réseau. Il prévoyait, en outre, la construction de quatre autres réacteurs nucléaires jusqu'en l'an 2025, la modernisation des installations existantes et l'installation de réacteurs à haute température, qui seraient probablement au point d'ici là.

Abandon possible

Ce qui est cependant déterminant pour les futurs choix, c'est le fait que l'on constate – comme le prouvent les scénarios du groupe d'experts – que l'abandon de l'énergie nucléaire est possible, à condition d'économiser rigoureusement l'énergie et, ultérieurement, d'exploiter de façon optimale les énergies de substitution renouvelables, tout cela sans que notre standard de vie n'en souffre. Jusqu'à présent, l'économie électrique avait toujours prétendu le contraire.

En prenant pour hypothèse l'introduction de mesures très strictes d'économie d'énergie, d'une taxe sur l'énergie de dix pour cent et d'une loi sur l'économie électrique, qui renchérirait fortement notamment le courant consommé aux heures de pointe, la variante de l'abandon arrive à la conclusion qu'en l'an 2025 la consommation d'énergie serait inférieure de dix pour cent à celle de 1985.

Dans le scénario de l'abandon, non seulement le courant d'origine nucléaire disparaîtrait de nos réseaux, mais encore la consommation actuelle de pétrole importé diminuerait d'un cinquième. En revanche, la consommation de gaz naturel aussi bien que celle de charbon augmenterait de 40 pour cent, ce qui nuirait à la qualité de l'air. Quant au bois, il faudrait même en utiliser 50 pour cent de plus et la production de «houille blanche», c'est-à-dire de courant de nos centrales hydro-électriques, devrait être augmentée de près d'un cinquième.

Groupe d'experts «Scénarios énergétiques»

Le groupe d'experts «Scénarios énergétiques» a été chargé par le Conseil fédéral de montrer les possibilités, les conditions et les conséquences d'un abandon de l'énergie nucléaire. Son rapport comprend plus de 1000 pages et prévoit trois variantes principales: abandon de l'énergie nucléaire d'ici à l'an 2025, renonciation provisoire à de nouvelles centrales nucléaires (moratoire) et poursuite du programme d'énergie nucléaire (scénario de référence).

bsch.

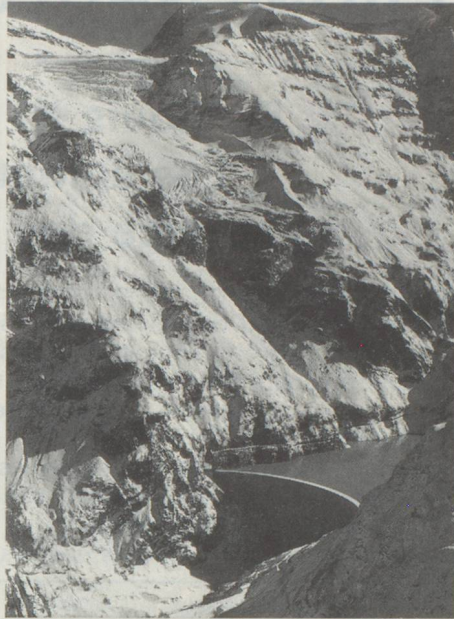


Le prix

Jusqu'en l'an 2025, l'abandon de l'énergie nucléaire coûterait à la Confédération, donc aux contribuables, environ 86 milliards de francs; sur ce montant, plus de 30 milliards de francs profiteraient à notre économie et permettraient la création de nouveaux emplois. La plus grande partie de cet argent serait engloutie par les subventions en faveur d'une utilisation rationnelle de l'énergie. On ne peut cependant pas passer sous silence les inconvénients du scénario de l'abandon: l'aménagement de nouvelles centrales hydro-électriques – discutable du point de vue de la protection de l'environnement et du paysage – et surtout la condition selon laquelle la part occupée par l'énergie solaire devrait être douze fois plus élevée qu'aujourd'hui. Il ressort d'études faites par la Confédération que l'énergie solaire ne pourrait en aucun cas remplacer plus d'un sixième de la production actuelle d'électricité.

Les neuf dixièmes de nos principaux cours d'eau sont déjà aménagés et pourvus de barrages. C'est ainsi que le projet de construire dans la région du Grimsel un nouveau barrage encore plus haut est déjà devenu un sujet de controverse. Conçu comme un aménagement de pompage-turbinage, le courant d'été excédentaire et par conséquent relativement bon marché (d'origine nucléaire) serait transformé en courant d'hiver, pour lequel la demande est plus forte et le prix par conséquent plus élevé.

En outre, la recherche effectuée dans le domaine de l'énergie, qui est très avancée en RFA notamment, est arrivée à la conclusion



Energie hydraulique: il est possible d'augmenter encore la production. (Photo: le glacier de Guitroz, VS)

que l'introduction de techniques énergétiques de substitution – y compris de l'énergie solaire et de l'hydrogène – ne pourra pas se faire si l'on ne continue pas à utiliser les techniques nucléaires. Cette conclusion ainsi que l'impasse dans laquelle nous nous trouvons actuellement en Suisse devraient au fond nous inciter à opter pour la voie médiane préconisée par le groupe d'experts, celle du «moratoire actif».

Cette solution comporterait également une

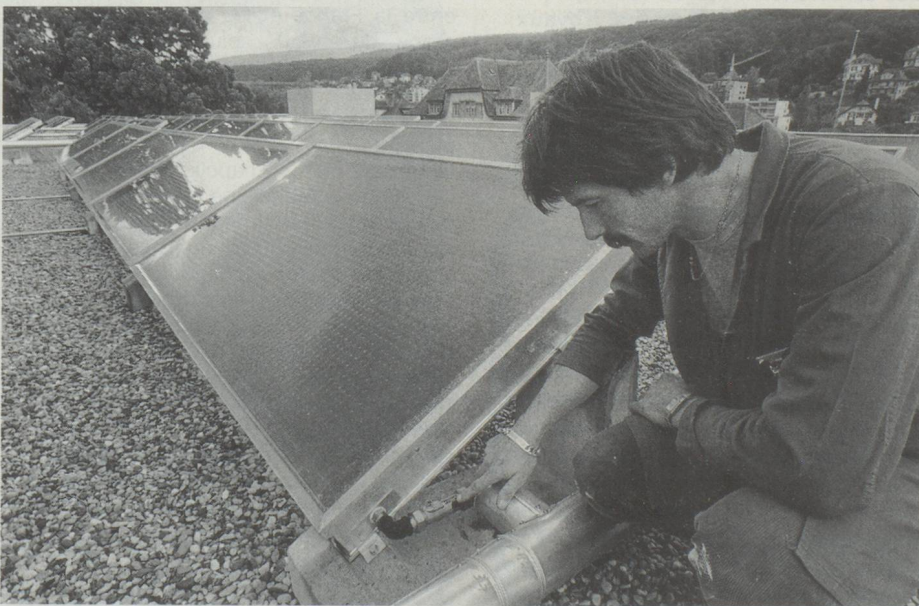
lourde imposition de la consommation d'énergie et prescrirait l'utilisation et le subventionnement d'appareils électriques et de moteurs économes en énergie. Le moratoire prévoit jusqu'en l'an 2025 un accroissement d'environ six pour cent par rapport aux besoins énergétiques actuels et gèlerait à son niveau actuel la production d'énergie nucléaire – ce qui constituerait d'ailleurs son élément essentiel. Ce «moratoire actif», comme l'appelle M. Peter Tschopp, professeur d'économie politique à l'Université de Genève, aurait l'avantage de permettre une utilisation optimale de l'énergie nucléaire pour le développement de nouvelles sources d'énergie – tels le soleil et l'hydrogène – et de ne pas empêcher la poursuite du développement de la technologie nucléaire jusqu'à ce qu'on mette au point un type de réacteur intrinsèquement sûr.

Moratoire comme solution?

Est-il possible d'arriver à une détente dans la politique énergétique de notre pays? La voie médiane du moratoire offrirait précisément à l'industrie suisse la possibilité de fournir des prestations de pointe dans la technologie solaire et dans celle de l'hydrogène et de contribuer ainsi de façon décisive à maintenir la place qu'occupe la Suisse dans le domaine industriel.

Pour cela, un consensus politique est absolument nécessaire. Va-t-on un jour se mettre d'accord sous la Coupole fédérale pour introduire enfin une taxe sur l'énergie qui soit efficace? La majorité de la Commission fédérale de l'énergie opterait pour cette voie médiane. Selon le professeur Tschopp, membre de ladite commission, on ne voit pas pourquoi on arrêterait tous les réacteurs nucléaires, si l'on réussissait un jour à résoudre le problème de l'élimination des déchets radioactifs et à mettre au point de nouveaux réacteurs «sûrs». En adoptant une politique active de recherche énergétique, qui favoriserait les techniciens de l'énergie solaire, on devrait pouvoir sortir de ce dilemme.

En déclarant qu'il est d'avis qu'il ne faut plus construire de nouvelles centrales nucléaires, mais qu'il est suffisamment réaliste pour se rendre compte qu'il n'est pas possible d'assurer l'approvisionnement énergétique de notre pays en arrêtant purement et simplement les installations existantes, le conseiller national zurichois Konrad Basler (UDC) choisit la troisième voie car, selon lui, c'est la seule qui garantisse que des techniques énergétiques de substitution seront trouvées. Vu les rapports de force au sein du Parlement la troisième voie aurait les plus grandes chances d'aboutir. Bruno Schläppi



Capteurs solaires placés sur un toit pour la préparation d'eau chaude dans un foyer pour personnes âgées de Neuchâtel. (Photo: Keystone)